

Des femmes candidates aux législatives provinciales 2012 ont défini, hier mercredi 1er février à Kinshasa, leurs besoins prioritaires afin d'améliorer le taux de participation à ces prochaines échéances électorales. Elles ont pris cet engagement, lors d'une journée de redynamisation et de sensibilisation organisée à leur attention par l'Association des parlementaires européens avec l'Afrique (AWEPA).

L'objectif global poursuivi par ces travaux est «de sensibiliser les femmes en vue de les inciter à se présenter nombreuses aux législatives provinciales ». Des objectifs spécifiques visés par les organisateurs de cette journée sont de « définir les besoins prioritaires des femmes quant à leur participation aux législatives provinciales » et d'«offrir aux femmes des focus groupes de réflexion pour des partages des expériences, de bonnes pratiques et d'obstacles à éviter pour une bonne participation aux élections ».

Dans son mot, Julie Standaert, responsable du programme Genre/Awepa, a déclaré que son institution voulait, à travers ces travaux, sensibiliser et encourager les femmes à participer activement aux prochaines élections provinciales.

Malgré le faible taux de leur participation aux législatives du 28 novembre 2011, les femmes congolaises ont besoin d'une force supplémentaire pour affronter avec courage les futures élections provinciales et mener à bien leur lutte de parité homme-femme, a estimé Julie Standaert.

Pour relever ce défi, a-t-elle poursuivi, l'AWEPA s'est engagée depuis bientôt dix ans à rester à côté des femmes afin de les accompagner dans leur lutte.

Selon la responsable du Programme Genre/AWEPA, les femmes doivent être suffisamment représentées dans les différentes institutions du pays.

A en croire Mme Julie Standaert, l'AWEPA organise ces journées de redynamisation et sensibilisation des femmes pour tirer la sonnette d'alarme et encourager un maximum de femmes à se porter candidates aux prochaines élections provinciales de 2012.

En effet, le taux de participation des femmes aux législatives de novembre 2011 a été très faible, à peine 20%. Le résultat des élections à ce jour fait état de 10% seulement de femmes élues. Et pourtant, il est admis que le pourcentage de la population féminine est estimé à 60% comparé à la population en général.

Les capacités féminines existent en grand nombre. Mais elles sont malheureusement obnubilées par plusieurs obstacles. Ces difficultés ont fait que la femme puisse se battre deux fois plus pour les législatives, comme dans les autres domaines de la vie où elle se bat pour son émancipation.

La responsabilité de ce faible pourcentage n'incombe pas seulement aux acteurs politiques, mais aussi aux membres de la Société civile qui n'ont pas su se concerter, se mettre ensemble pour se fixer une stratégie et se mobiliser afin d'obtenir de partis politiques, une plus grande présence des femmes sur leurs listes de candidats.